



Réformes territoriales et métropole du grand Paris

Manifestons le 19 mai 2015 !

L'union départementale CGT de Paris invite tous les salariés des secteurs public et privé, et tous les habitants parisiens, à agir le 19 mai contre la réforme territoriale et contre le projet de métropole du grand Paris. Il en va de la qualité du service public, de l'emploi public et privé, et de la démocratie.

Le piège de la compétitivité

La compétition est une logique de sélection-élimination. Logiquement, il y a quelques gagnants et beaucoup de perdants. La société capitaliste mondialisée sélectionne des activités économiques compétitives dans des territoires compétitifs. Ailleurs, c'est « morne plaine ». Et sur chaque territoire sélectionné, l'activité économique est spécialisée. Autant dire que les salariés, les retraités et les chômeurs n'ont rien de bon à attendre de la logique compétitive, d'autant qu'elle ne correspond en rien à la pluriactivité qui caractérise aujourd'hui la région parisienne.

Or le gouvernement n'a que le mot compétitivité à la bouche, reprenant à la lettre les préceptes du Medef. Les deux premiers actes politiques significatifs du quinquennat de François Hollande ont été l'adoption du traité européen de stabilité, coordination, gouvernance en octobre 2012 (pour baisser les dépenses publiques dans le cadre de l'UE) et la remise du rapport Gallois sur la compétitivité en novembre 2012. Le ton était donné pour tout le quinquennat. Le pacte de « responsabilité », la réforme territoriale et le projet de loi Macron en découlent tout naturellement...

L'accroissement des inégalités sociales, le moindre accès aux services publics et à la protection sociale, le recul de la proximité donc de la démocratie sont ainsi à l'ordre du jour du gouvernement et du parlement. Le projet de

réforme des collèges en est une autre illustration, car elle ne ferait, si elle était mise en œuvre en 2016, qu'engendrer davantage d'inégalités entre les élèves, aggraver les conditions de travail des personnels, mettre en concurrence personnels, disciplines et établissements.

La métropole du grand Paris, contre les intérêts populaires !

En 2008, Nicolas Sarkozy et Christian Blanc ont voulu inscrire la « ville-monde » Paris dans la compétitivité mondiale, donc en concurrence avec Londres, New-York, Tokyo ou Shanghai. Quelques secteurs d'activité ont été priorités, actant le fait que les autres activités économiques n'auraient plus leur place en région parisienne, notamment l'industrie. Seuls la finance, le tourisme, la recherche, la santé, la création et les transports internationaux auraient voix au chapitre.

La CGT Paris dénonce ce « grand Paris » qui veut concentrer l'emploi sur quelques pôles de compétitivité, qui veut faire disparaître des emplois de proximité, qui veut accroître la relégation des populations modestes dans des zones de moins en moins favorisées, qui veut détruire des terres agricoles très fertiles, qui veut détériorer les conditions de la recherche publique, qui veut favoriser la spéculation foncière, et qui veut hypertrophier la région capitale au détriment des autres régions françaises.

Les questions cruciales du logement et des transports

La situation du logement est alarmante dans la région, car 570 000 demandeurs de logements sociaux sont en attente. L'accès au logement est une des premières situations d'inégalité sociale en Île de France, les lois « Notre » (nouvelle organisation territoriale de la République) et la MGP vont accentuer cette réalité. D'autant que l'État s'en mêle avec les OIN (opérations d'intérêt national), qui consistent à imaginer 200.000 logements sur 33 sites franciliens...sans concertation avec les communes !

La situation des transports de voyageurs et de marchandises est tout autant préoccupante. Le fameux « grand 8 » ne serait finalisé qu'au-delà de 2030. De toute façon, il ne répond pas aux besoins actuels de désengorger les transports en commun saturés. Quant à la petite ceinture ferroviaire, nous contestons le projet de la ville de Paris de la transformer en promenade ou autres terrasses. Nous pensons au contraire que cette infrastructure ferrée, une fois rénovée, pourra être connectée, maillée, à d'autres infrastructures de transport, permettant de désengorger partiellement Paris des camions. Vouloir un développement intermodal des transports (rail-fluvial-route) implique de ne pas condamner la petite ceinture ferroviaire !



Le grand Paris politique

La métropole du grand Paris est le corollaire politique et administratif du grand Paris économique imaginé par Sarkozy. Patrick Devedjian, député et président du Conseil général des Hauts-de-Seine, a pris en main la mise en place de la métropole, en étant élu le 19 décembre 2014 à l'unanimité président du syndicat mixte de Paris Métropole. Mme Hidalgo, Maire de Paris, en assure le marketing parisien, dans un road-show axé sur un discours positiviste qui se veut rassurant.

La CGT Paris, quant à elle, n'est pas du tout rassurée par les futurs transferts de compétences de la ville de Paris vers la métropole ; les premières fusions-restructurations de la ville de Paris font de premiers dégâts en termes d'emplois supprimés et de risques psycho-sociaux. D'autant que le pacte de responsabilité provoque une baisse des moyens financiers et humains pour la politique de la ville dans les quartiers prioritaires, à la Mission Locale, au Centre d'Information Documentation Jeunesse, dans les CIO et dans les antennes jeunes : est-ce ainsi que l'on donne la priorité à la jeunesse ?

La CGT Paris appelle à la mobilisation le 19 mai contre la réforme territoriale

L'Union Départementale CGT de Paris revendique le retrait du projet de loi « Notre » actuellement en débat à l'Assemblée Nationale, et l'abrogation de l'ensemble des lois de l'acte 3 de décentralisation !

La CGT Paris s'oppose à la métropole du grand Paris, ce monstre technocratique inégalitaire et anti-démocratique. La période de préfiguration, jusqu'au 31 décembre 2015, sera l'occasion de faire monter les oppositions et les luttes contre la métropole. La CGT Paris entend faire résonner les revendications parisiennes aux échelons politiques communal et départemental :

- pour assurer réellement le droit au logement,
- pour répondre à tous les besoins urgents en termes de transports,
- pour le repos nocturne et dominical (et donc contre le projet Macron),
- pour le maintien de tous les sites et tous les services de l'hôpital public,
- pour l'augmentation des moyens humains et financiers consacrés à la jeunesse,
- pour la réussite scolaire de tous les collégiens,
- pour le développement des services publics et le maintien des agents sous statut parisien

**Dans la suite des manifestations syndicales des 9 avril et 1^{er} mai,
la CGT Paris appelle à agir le 19 mai 2015 !**

**Manifestation à 14H00, de Port Royal
vers l'Assemblée nationale**